

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEWEN

Les Basses Landes
22100 Taden

Références : 2026.110
Code AIOT : 0005500440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement DEWEN implanté 6 LES LANDES BASSES 22100 Taden. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'incinérateur de Taden est actuellement en travaux pour modernisation de la ligne 1 et création d'une nouvelle unité d'incinération (ligne 1bis) en remplacement de la ligne 2 actuelle. Le jour de la visite, l'incinérateur était à l'arrêt complet depuis une semaine et pour une durée prévisionnelle d'arrêt totale de 4 mois environ.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEWEN
- 6 LES LANDES BASSES 22100 Taden
- Code AIOT : 0005500440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement procède à l'incinération d'ordures ménagères et de déchets non dangereux (encombrants, déchets d'origine industrielle et commerciale).

Le site relève de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dites "IED".

Cette activité est principalement réglementée par:

- l'arrêté préfectoral du 29/11/2006,
 - l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/2013,
 - l'arrêté préfectoral complémentaire du 9/06/2023,
 - l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2025,
- l'arrêté ministériel du 12/01/2021 relatif aux installations IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des terres et matériaux excavés	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	stockage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 29/11/2006, article 5.1.9.1.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets durant la phase d'arrêt	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.5.	Sans objet
2	Gestion des déchets liés aux travaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.2.1.	Sans objet
4	Stockage temporaire de tout venant incinérable	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.4.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Emissions dans l'air - Mesure en semi continu des dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article Annexe 1 – d.2	Sans objet
6	Emissions dans l'air - Mesure ponctuelle	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 a)	Sans objet
7	Emissions dans l'air - Respect VLE dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7 - 7.1.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas réalisé de constat conduisant à la proposition de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets durant la phase d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, mesure de gestion des odeurs en phase travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fosse de réception des déchets. Lors de la phase d'arrêt complet de l'usine pour la réalisation des travaux d'extension de la fosse, la réception de déchets sur l'usine est interrompue de manière à pouvoir réduire au maximum la quantité de déchets présents dans la fosse de réception. Toutes les mesures nécessaires à la maîtrise du risque incendie et des nuisances liées à la présence de déchets résiduels est mis en place par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'incinérateur est à l'arrêt total depuis le 13 mars. Le jour de la visite, les déchets constitués d'ordures ménagères (OMR) et stockés dans la fosse alimentant les 2 incinérateurs étaient en cours d'évacuation. L'exploitant a indiqué avoir retenu cette solution de retrait total des déchets, notamment pour faciliter le chantier et les conditions de travail des opérateurs durant les travaux. Les déchets de la fosse sont évacués au moyen de big-bags puis déversés dans une benne. Cette benne est ensuite vidée dans la fosse des tout venant incinérables (TVI) qui a été préalablement vidée. Les déchets de type "tout venant incinérable" anciennement pris en charge par l'incinérateur sont détournés et ne seront plus accueillis sur le site de Dewen jusqu'au 1er avril où ils transiteront dans une autre alvéole temporairement jusqu'au redémarrage des lignes 1 et 2.</p> <p>Les OMR habituellement pris en charge par l'installation et qui transitent préalablement à leur arrivée sur site par une plateforme de regroupement sont détournés le temps des travaux sur d'autres sites de traitement, principalement en Normandie. Les OMR ne transitant pas par des</p>

<p>quais de transfert et apportés directement par les camions de collectes sont versés dans la fosse TVI avec les déchets issus de la fosse des lignes 1 et 2. Ils sont ensuite chargés dans des camions vers des installations normandes. Le site fait donc un peu de transit d'OMR le temps des travaux. La fosse TVI qui sert au transit des OMR est située dans un bâtiment fermé. Elle est équipée de murs coupe feu et d'une détection incendie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la fosse de réception des déchets serait entièrement vide à la fin de la semaine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des déchets liés aux travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion des déchets en phase travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de gestion des déchets doivent être de nature à réduire les impacts sur l'environnement.</p> <p>Tous les déchets (physiques, produits purs, etc.) découverts pendant les travaux ou issus des travaux sont caractérisés et éliminés dans les filières adaptées.</p> <p>L'exploitant dispose d'une zone spécifiquement dédiée au tri et au transit des déchets liés au chantier et à la déconstruction.</p> <p>Elle est équipée d'une aire étanche et aménagée de manière à ce que toutes les eaux de ruissellement puissent faire l'objet d'analyses et d'un traitement approprié.</p> <p>L'ensemble des opérations liées à la gestion de ces déchets fait l'objet d'une traçabilité.</p> <p>Les justificatifs permettant de garantir qu'ils sont traités conformément à la réglementation sont tenus à la disposition de l'inspection</p>
<p>Constats :</p> <p>Une zone du site sur une surface étanche est dédiée à l'entreposage des déchets issus du chantier. Les déchets sont triés dans des bennes qui identifient la nature des déchets qu'elle contiennent. Les eaux de ruissellement de cette zone sont évacuées vers le bassin d'orage qui recueille l'ensemble des eaux de ruissellement du site. Elles passent dans un débourbeur deshuileur avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Lors de la visite terrain, des big-bags contenant les manches des filtres à manches (déchets dangereux) étaient stockés au-dessus des filtres à manches, avant leur évacuation. Quelques big-bags contenant des cendres (REFIOM) étaient stockés au niveau de la plateforme mâchefer sous abri, sur une surface étanche en attente également de leur évacuation. L'exploitant a indiqué que tous ces big-bags seraient évacués prochainement par un même camion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des terres et matériaux excavés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion des terres et des matériaux excavés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La gestion des terres et des matériaux excavés doit satisfaire aux modalités fixées dans les guides</p>

de l'état de l'art en matière de site et sols potentiellement pollués. Le programme analytique relatif au tri des terres et les résultats de leurs analyses de caractérisation sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement

Les différentes catégories de terres sont identifiées sur le site au regard de leur qualité déterminée à l'issue du programme analytique. Les différents lots de terres polluées sont aménagés de façon à éviter le mélange entre catégories. Tout mélange de terres de caractéristiques différentes est interdit.

Les terres avec des pollutions concentrées sont évacuées du site par véhicule bâché et sont éliminées suivant des filières adaptées. La traçabilité des matériaux et des terres excavées est assurée conformément à la réglementation en vigueur, notamment par la tenue de registres chronologiques, électroniques et l'émission des bordereaux de suivi des déchets.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des sondages de sol sur les zones concernées par la réalisation du chantier avec des analyses à différents niveaux de profondeur pour identifier les filières d'évacuation possible de ces déchets. L'exploitant a présenté le plan de gestion du 4 avril 2025. Quasiment toutes les mesures réalisées présentent des résultats qui permettent la valorisation des terres ou sont compatibles avec les conditions de mise en stockage en installation de stockage de déchets inertes.

Le rapport indique que 3 points de mesure présentent des résultats qui nécessitent un traitement en installation de stockage de déchets dangereux du fait de la valeur en COT sur éluat ou en antimoine sur éluat (exemple sondage ST26).

Le registre dématérialisé Trackdéchets présentant la traçabilité des terres qui ont été évacuées est rempli. Selon le registre, toutes les terres évacuées sont parties dans des installations pour y être valorisées.

Les terres végétales excavées sont stockées sur site en vue de leur réutilisation sur le site même en fin de chantier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier pour le lot ou les lots de terres présentant des anomalies relevées dans le plan de gestion des terres excavées, du choix de la filière retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage temporaire de tout venant incinérable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de tout venant incinérable (TVI)

Prescription contrôlée :

Jusqu'à la fin de la réalisation des travaux de modernisation, le stockage de tout venant incinérable en provenance des déchetteries est temporairement entreposé dans une cellule du hall mâchefers dont la paroi de séparation est REI 120 sur 3 mètres de hauteur. Les parois externes sont composées de murs bétons REI 120 sur 3,5 mètres de hauteur puis d'un bardage simple peau REI 120 sur le reste de la hauteur.

<p>La hauteur des déchets stockés dans la cellule ne dépasse pas 1 mètre afin d'éviter tout risque de contamination des matériaux dédiés à la valorisation en technique routière. Cette cellule est équipée d'une détection incendie.</p> <p>La surveillance de ce stockage est effectuée 24h/24 grâce à un dispositif de vidéo-surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le début de l'arrêt de l'incinérateur, aucun tout venant incinérable n'est encore réceptionné ou stocké sur site. Les déchets de type tout venant incinérable sont détournés vers d'autres installations de traitement sans passer par le site. A partir du 1er avril ils transiteront sur le site de l'UVE dans une alvéole utilisée actuellement pour le stockage des mâchefers valorisables en techniques routières en attente de départ vers des chantiers de TP.</p> <p>L'alvéole prévue pour réceptionner les TVI est équipée de caméra de surveillance, l'exploitant a indiqué qu'avant d'être utilisé en alvéole d'entreposage de mâchefers, cette alvéole servait déjà à l'entreposage transitoire de tout venant incinérable. Le bon fonctionnement des caméras de surveillance a été constaté. La cellule n'est pas équipée de détection incendie. L'exploitant a indiqué que pour des raisons de sécurité, l'alvéole temporaire des TVI sera entièrement vidée à la fin de chaque journée. Aucun TVI ne sera stocké la nuit dans l'alvéole. L'alvéole ne servira que pour du transit et du regroupement de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Emissions dans l'air - Mesure en semi continu des dioxines et furanes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article Annexe 1 – d.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, .</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d-2. Mesures en semi-continu.</p> <p>Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. Une durée de prélèvement inférieure peut être définie par l'arrêté d'autorisation, notamment lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.</p> <p>La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyses des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 28.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à un bureau de contrôle accrédité COFRAC pour la pose et la dépose des cartouches de mesures des dioxines. Sur l'année 2025, la période d'échantillonnage des cartouches est de 4 semaines plus ou moins 2 jours. La fréquence des mesures de dioxines peut être considéré comme respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Emissions dans l'air - Mesure ponctuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, .</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

(...) L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an (...) des dioxines et furannes.

Constats :

Un laboratoire certifié COFRAC procède à la mise en place et au prélèvement des cartouches en vue de la mesure des dioxines et furanes. La mesure des concentrations en dioxines et furanes sur les cartouches est effectuée par un laboratoire qui dispose de l'accréditation COFRAC pour cette prestation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Emissions dans l'air - Respect VLE dioxines et furanes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7 - 7.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, .

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre	Unité existante	Période d'établissement de la moyenne
PCDD/F (ng I-TEQ/Nm3)	0,08	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme

Constats :

Les résultats de mesure semi continu des dioxines et furannes ne montrent aucun dépassement sur l'année 2025 et le début 2026. Toutes les valeurs mesurées sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : stockage des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2006, article 5.1.9.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, stockage des mâchefers

Prescription contrôlée :

Le stockage et la maturation des mâchefers sont réalisés sur des aires spécialement aménagées, constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation de véhicules et

constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation de véhicules et matériels de manutention.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté un léger débordement du stockage de mâchefers sur une partie enherbée (cf photo en annexe).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours